

## Call for Papers – traverse 2/2027

### Terres communes?

ed. Salome Egloff, Jamieson Myles, Sarah Schober

Qui utilise la terre? Comment la façonne-t-on? Et à qui appartient-elle? Bien que cela fasse bientôt soixante ans depuis que Garrett Hardin a dénoncé «la tragédie des communs», un renouvellement des débats scientifiques et sociaux sur les communs s'observe depuis la fin des années 2000. En effet, les travaux d'Elinor Ostrom et le courant néo-institutionnaliste qui s'inscrit dans sa lignée ont contribué à en donner une image positive. Entre-temps, sur le plan social de nouveaux projets de gestion collective, souvent à petite échelle comme les jardins partagés, connaissent un fort engouement face aux catastrophes écologiques et l'isolement social croissants. Leur attrait semble parfois résider dans le fait que ces formes porteraient en elles quelque chose de «prémoderne». Mais pourquoi? Quel est le potentiel des communs – et comment peut-il être appréhendé dans une perspective historique?

Ce numéro thématique, centré sur la problématique des terres communes, s'intéresse aux pratiques quotidiennes de travail, d'usage, de partage, de gestion et d'entretien de la terre, ainsi qu'aux stratégies de conciliation des intérêts et de résolution des conflits entre les membres concernés dans différents contextes. Nous considérons les communs comme des projets processuels et, suivant Niels Grüne, Jonas Hübner et Gerhard Siegl (2015), comme des biens sociaux ou relationnels. Plutôt que de se demander comment les grandes ruptures historiques, les changements structurels et les institutions juridiques ont influé sur les communs, ce numéro souhaite attirer l'attention sur les marges de manœuvre des acteur·rice·s. Avec ce changement de perspective, nous proposons donc d'examiner les pratiques et processus collectifs d'utilisation des terres et la manière dont ils ont affecté les communautés locales ainsi que les dynamiques relationnelles de leurs membres. En ce sens, l'approche praxéologique que défend ce numéro s'inscrit dans le prolongement des travaux récents sur le *commoning*.

Nous encourageons les contributions à aborder trois grands axes thématiques. Un premier axe porte sur la pratique sociale des communs. Qui faisait réellement partie du collectif des bénéficiaires des communs? Qui en a été exclu – et par quels mécanismes sociaux, économiques ou politiques? Comment la pratique des communs a-t-elle contribué à la construction sociale des notions de communauté, d'appartenance, des systèmes de genre et de parenté, ou encore à celle de la «supériorité humaine»? Quelles relations se sont établies entre les êtres humains et les acteur·rice·s non humains – animaux, plantes, infrastructures, écosystèmes – au sein des communs (qui n'étaient souvent pas si universels que le nom le suggérerait)? Comment les idées et les pratiques du «commun» se sont-elles constituées, consolidées et transformées au fil du temps?

Un deuxième axe thématique possible s'intéresse aux dynamiques entre collectifs locaux et institutions étatiques (seigneurs féodaux, États, puissances coloniales). Les rapports de force entre les collectifs et l'État prennent aujourd'hui une acuité particulière au vu des politiques de privatisation,

comme la proposition récente du gouvernement étatsunienne de céder l'exploitation de parcs nationaux aux acteurs privés. En Cisjordanie, par exemple, des modes collectifs de travail et de propriété ont émergé dans les années 1960 comme forme de lutte politique, comme l'a récemment montré Faiq Mari (2024). Lors des grandes guerres paysannes de l'Europe centrale prémoderne, la défense des droits locaux d'autogestion contre l'emprise de l'autorité constituait une préoccupation centrale des populations rurales. Parallèlement, les corporations locales qui géraient parfois les communs étaient souvent étroitement liées aux élites dirigeantes. Cet axe invite ainsi à explorer comment les notions de liberté, d'autonomie et d'auto-émancipation associées aux communs par le passé résonnent dans le présent.

Un dernier axe thématique envisagé porte sur la relation entre propriété et usage, et plus particulièrement à la question de comment la conception de la propriété a façonné les pratiques des communs. Par exemple, comment le projet colonial (avec sa conceptualisation brutale de la propriété et de l'exploitation des ressources) ou l'apparente implantation du néolibéralisme après la «chute» du communisme ont-ils influencé l'organisation de l'économie collective? Et comment l'idée de «terres communes» a-t-elle été utilisée, actualisée et instrumentalisée politiquement dans les débats historiques et contemporains? Cette dernière question est particulièrement intéressante lorsque les terres communes incluent des *wastelands* contaminés ou encore des *latent commons* (Anna Tsing 2015).

Les articles portant sur toutes les époques et toutes les régions géographiques sont les bienvenus et peuvent se focaliser sur toutes les formes de communs et leur emploi, pratiques, motivations et antécédents historiques. Nous nous intéressons à l'usage de la terre au sens large, y compris l'exploitation forestière, piscicole ou cynégétique, à l'organisation des infrastructures (p. ex. l'approvisionnement en eau), ainsi qu'à l'aménagement et à l'emploi et de l'espace public urbain.

Les contributions sur le thème « Terres communes ? » seront publiées dans le numéro 2/2027 de *traverse*. Les articles doivent compter au maximum 30'000 caractères (espaces compris) et seront soumis à une évaluation par les pairs en double aveugle (*double blind peer review*). Toutes les informations concernant les aspects formels ainsi que le *style sheet* se trouvent [ici](#). Les résumés pour les contributions (environ 500 mots) et d'un court CV doivent être envoyés avant le 1<sup>er</sup> novembre 2025 à: [jamieson.myles@revue-traverse.ch](mailto:jamieson.myles@revue-traverse.ch), [salome.egloff@hist.uzh.ch](mailto:salome.egloff@hist.uzh.ch), [sarah.schober@revue-traverse.ch](mailto:sarah.schober@revue-traverse.ch). Les auteur-ric-e-s seront informé-e-s de la décision des éditeur-ric-e-s du numéro au plus tard le 20 novembre 2025. Le délai pour la soumission des articles complets est fixé au 1<sup>er</sup> juin 2026.